



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053

HARIS DECEMBRE 2022

Numéro 008



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

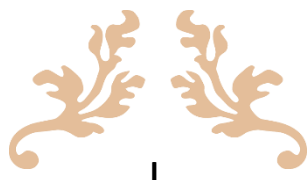
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°008 Décembre 2022

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences
Études germaniques,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.org cerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

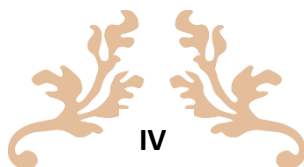
-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

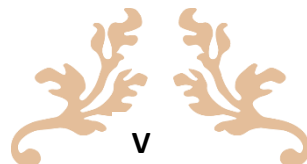
-**GOLE Antoine**, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Serges MEYE NDONG

La Défense Nationale Gabonaise : Acteurs, Enjeux et Évolution.....7-24

Youssef FOFANA & Donissongui TUO

Chaos in Nuruddin Farah's *Knots*.....25-36

Hervé Landry COULIBALY & Zième KAM

Coopération transfrontalière entre la province de la Kossi (Burkina Faso) et le cercle de Tominian (Mali) : un début de contribution à l'intégration ouest-africaine (1989-2018).....37-55

Ange Simplicite BOUKINDA

Le Centre du Commerce International de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) : un pan méconnu des relations commerciales internationales (1964-1967)56-71

SERIKPA Bossé Aziz Devaloir

Le soutien de l'ONU aux initiatives franco-africaines de résolution du conflit ivoirien (2003-2006).....72-87

DAHE Youldé Stéphane

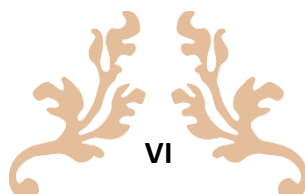
Les enjeux socio-politiques du néonationalisme machiavélien à l'épreuve de la mondialisation : quel avantage pour l'Afrique ?.....88-104

Amadou CAMARA

La lutte contre le terrorisme au Sahel : Quand la Diplomatie Sécuritaire montre ses limites.....105-115

Maura David

Les toponymes en politique au Nord-Cameroun : essai d'analyse comparée de l'usage des toponymes sous les régimes politiques d'Ahmadou Ahidjo (1958-1982) et de Paul Biya (depuis 1982).....116-129





Les enjeux socio-politiques du néonationalisme machiavélien à l'épreuve de la mondialisation : quel avantage pour l'Afrique ?

DAHE Youldé Stéphane

Université Alassane Ouattara. / dryoulde@gmail.com

Résumé

Autrefois perçu comme un impérialisme conquérant par lequel la nation s'agrandissait par l'annexion d'espaces nouveaux au détriment d'autres nations, le nationalisme, depuis les grandes évolutions contemporaines du système international, marqué par la mondialisation, connaît une remise en cause et semble avoir disparu. Cette attitude est subjective, car les réalités sociopolitiques démontrent qu'il est loin d'avoir disparu, mais connaît une profonde mutation (une évolution). Du racisme mêlé de violence et d'aliénation d'une race par une autre, le nationalisme vise désormais la construction des nations. D'où la nécessité de sa culture d'autant plus que la nation, comme la présente E. Renan, (1997, P. 32) est « une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune ». Il y a donc lieu de réfléchir sur le sens nouveau que revêt le nationalisme. L'intérêt de cette étude est donc de battre en brèche la prétendue idée de vacuité de l'existence du nationalisme et partant, de démontrer qu'il joue et continue de jouer davantage un rôle déterminant non seulement dans la construction des nations mais aussi, qu'il s'est mué en néonationalisme auquel est rattaché un principe nouveau qui consiste à faire une expérience dont la synthèse implique une révolution de l'esprit. Cette révolution fait appel à l'amour véritable de la nation, celui qui se présente désormais comme une idéologie qui conditionne l'agir social, capable de révolutionner l'esprit. C'est un néonationalisme créatif, qui mise sur la recherche d'une identité nationale forte, le consentement de vivre ensemble

Abstract

Formerly perceived as a conquering imperialism by which the nation grew by the annexation of new spaces to the detriment of other nations, nationalism, since the great contemporary evolutions of the international system, marked by globalization, knows a questioning and seems to have disappeared. This attitude is subjective, because socio-political realities show that it is far from having disappeared, but is undergoing a profound change (an evolution). From racism mixed with violence and alienation of one race by another, nationalism now aims to build nations. Hence the need for its culture, especially since the nation, as E. Renan presents (1997, P. 32) is "a great solidarity, constituted by the feeling of the sacrifices that we have made and of those that we are willing to do again. It supposes a past; it is however summed up in the present by a tangible fact: the consent, the clearly expressed desire to continue the common life". There is therefore reason to reflect on the new meaning of nationalism. The interest of this study is therefore to demolish the alleged idea of the vacuity of the existence of nationalism and therefore to demonstrate that it plays and continues to play a determining role not only in the construction of nations but also, that it has been transformed into neo-nationalism to which is attached a new principle which consists in having an experience whose synthesis implies a revolution of the mind. This revolution appeals to the true love of the nation, which now presents itself as an ideology that conditions social action, capable of revolutionizing the mind. It is a creative neo-nationalism, which relies on the search for a strong national identity, the consent to live together and the desire to continue to assert the common heritage.

Key words: Nationalism - Globalization - Neoliberalism - National identity - Neocolonialism.

Introduction

La plupart des problèmes posés par les politiques aujourd'hui prennent leurs sources dans la formation nécessaire des États ou des nations. Mais, la modernité fondée sur le paradoxe de mondialisation nous laisse perplexe car, à analyser de plus près la position des défenseurs de la mondialisation, l'idée de nationalisme est caduque et n'a plus sa raison d'être d'autant plus que la configuration actuelle des États semble se fondre dans des ensembles plus vastes communément appelés unions. Ces unions qui favorisent l'élargissement des frontières (économiques, politiques, commerciales, militaires), créent pour ainsi dire une population plus ouverte. Dès lors, la notion de nationalisme semble être inutile et désuète.

Cependant cette perception du nationalisme n'est pas partagée par les pourfendeurs de la mondialisation. Car, pour eux, une brève spatialisation suffit à montrer que l'idée de nation et du nationalisme est loin d'avoir disparu, n'est pas caduque et continue à structurer l'espace mondial contemporain. C'est pourquoi, pendant qu'on prône d'un côté l'union des États englobés dans une politique de mondialisation qui vise à transformer le monde en un village planétaire, où les frontières nationalistes doivent disparaître, de l'autre côté, se manifeste une volonté pour chaque nation de persévérer dans son être et son existence sous une forme de nationalisme qu'on pourrait qualifier de néonationalisme.

Les frontières politiques, économiques et militaires qui semblent avoir disparues sont belles et bien existantes, car les États englobés dans des unions ont toujours manifesté une sorte de protectionnisme tant économique, politique que culturelle. Au regard de ces divergentes positions, le nationalisme est problématique en ce sens qu'il revêt aujourd'hui un sens beaucoup plus évolué et pose deux enjeux fondamentaux : celui de la stabilité des frontières et celui de la démocratisation. Toutefois, il faut relever que le néonationalisme réagit spécifiquement à la mondialisation du capital.

Il se développe principalement sur la théorie du système monde, en utilisant le modèle centre périphérique. C'est ce qui a amené plusieurs peuples du monde, en occurrence les États africains, à développer le concept de néonationalisme en vue de lutter contre ce qu'ils percevaient comme une forme de néocolonialisme. Il nous revient au regard de ce qui précède, de nous interroger sur la question de l'ontologie du nationalisme à la lumière d'un monde de plus en plus mondialisant et globalisant et sur les enjeux et les avantages du néonationalisme en Afrique. Pour mener à bien notre réflexion qui est une ébauche de réponse à la problématique récurrente du sens que revêt le néonationalisme à l'heure de la mondialisation, notre choix s'est porté sur Nicolas Machiavel, auteur du Prince et des Discours.

Autre chose qui justifie notre choix du florentin, c'est sa perception du nationalisme qui prend sa source dans le patriotisme. Il est considéré comme un plan de consistance, un prisme, une mesure

permettant de lire les débats politiques des différentes époques. Machiavel vise pour ainsi dire comme enjeu, de faire coïncider nationalisme et solidarité sociale ; car pour lui, le nationalisme se présente désormais comme ce qui conditionne l'agir social. Machiavel est ainsi présenté comme le premier à avoir posé les bases d'une nation Italienne.

Mais qu'est-ce que le néonationalisme ? Quelle analyse peut-on faire du néonationalisme au regard de la mondialisation ? Ce que nous voulons mettre en exergue à travers une méthode historique et analytique, c'est la nécessité d'une reconstruction politique à travers le néonationalisme dans un monde mondialisant.

Ainsi, pour mieux aborder cette question du nationalisme qui est au sein des sociétés modernes une force de cohésion et d'unité nouvelle, nous avons, pour l'exposée, adopté un cheminement qui évolue autour de trois (3) parties : Dans le premier, nous partirons d'une approche définitionnelle des concepts de nationalisme et de mondialisation. Dans le second, nous parlerons de l'essence du néonationalisme machiavélien dans un monde mondialisé et de ses enjeux. Dans la troisième, nous parlerons du néonationalisme et de la renaissance africaine.

1. Approches anciennes et contemporaines du nationalisme

1-1 De la perception antique du nationalisme

Quand nous demandons : « Qu'est-ce que le nationalisme ? », nous ne cherchons pas seulement à retracer la genèse

d'une nation, encore moins à éclairer les conditions dans lesquelles elle trouve son emploi, ni à satisfaire la curiosité de l'historien ou du sociologue.

La question n'est pas destinée à se clore dans la réponse qu'apporterait le fait. Mais si elle nous importe, c'est parce qu'elle met sur la piste une certaine représentation de la politique, dont les caractères n'apparaissent pas à la seule considération des conduites sur lesquelles l'opprobre est jeté, mais qui doit plutôt en commander la définition. En effet, comme le mentionne E. Renan (1997, p.9) « depuis la fin de l'empire romain, l'Europe occidentale nous apparaît divisée en nations, dont quelques-unes, à certaines époques, ont cherché à exercer une hégémonie sur les autres ».

Le nationalisme était donc perçu comme un impérialisme conquérant par lequel la nation ne s'agrandissait qu'en annexant des espaces nouveaux au détriment d'autres nations comme ce fut le cas de la Florence au temps de Machiavel. Par la suite, le nationalisme a été typiquement axé sur la race au point où certains politiciens tels Hitler et certains historiens l'ont fondé à partir de cette caractéristique. Mais cette appréhension du nationalisme semble avoir évolué au fil du temps.

1.2. De la perception contemporaine du néonationalisme

Nations et nationalisme sont deux notions qui résistent à une définition précise qui épuiserait le champ de toutes les descriptions, et sur laquelle, historiens et sociologues s'accorderaient. Ainsi,

E. Gellner (1989, p. 78), considère que « la nation n'est pas une donnée première de l'analyse, c'est une donnée secondaire et un résultat de l'Histoire, indéniable mais contingent ». À ses yeux, il importe davantage de connaître ce qu'est un État et qu'est-ce qu'une culture. Dans ce cas, la nation est le produit de la rencontre d'un État et d'une culture (ou plusieurs).

Cette conception Anglo-saxonne, supprime l'existence autonome d'une entité « nation » dans la théorie ; surtout que toute aspiration à la souveraineté nationale, toute construction nationale apparaît comme une forme de nationalisme. Pour lui donc, c'est le nationalisme qui crée les nations et non pas le contraire.

Le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes. Cette approche politique du nationalisme se définit en contre point des représentations que les nationalistes donnent ordinairement de la nation et du nationalisme.

En évitant de se soumettre aux mythes nationalistes, Gellner sacrifie paradoxalement la nation au nationalisme. Il s'interdit de distinguer le nationalisme d'un Hitler de celui d'un Churchill. À l'inverse, pour Michelet ou Renan, la nation est traitée comme une entité qui possèdera une valeur spécifique ; elle n'est en rien assimilable à un État, ni à une culture. Renan propose à cet effet de concevoir la nation sans l'enfermer dans l'ethnie.

La nation est pour lui le fruit d'un consentement quotidien. L'existence d'une nation dira t'il de

façon métaphorique, est « un plébiscite de tous les jours » (E. Renan, 1997, p. 32), tout comme l'existence d'un individu qui est une affirmation perpétuelle de la vie. Ainsi, les éléments d'histoire, de culture, de politique auxquels l'idée nationale est adossée et qui ont continué à fleurir ont toujours été, dans l'adversité, des réactions, des oppositions.

Cela dit, l'idée de nation est d'abord réactive, voire libératrice. C'est sans doute pour cela qu'on constate en ce XXI^e siècle, malgré les unions entre les États et la suppression des frontières économiques, culturelles comme le prévoit la mondialisation, la montée d'une autre forme de nationalisme (le néonationalisme) qui diffère du racisme mêlé de violence et d'aliénation d'une race par une autre pour se présenter comme la réalisation d'un projet commun.

2. Néonationalisme et mondialisation

2.1. De l'essence du néonationalisme dans un monde mondialisé

L'essence du néonationalisme réside dans la perception de la nation moderne qui est le résultat historique amené par une série de faits qui convergent dans le même sens. Cela sous-entend un consentement clair de vivre ensemble et de faire valoir l'héritage commun. Ainsi, le fait que tous les individus aient beaucoup de choses en commun et qu'ils aient décidé d'oublier et de pardonner ce qui peut les diviser et créer des dissensions entre eux amène Ernest Renan à présenter la nation comme :

une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a fait et de ceux qu'on est disposés à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. E. Renan, (1997, p. 32.)

Le néonationalisme, au regard de cette définition de la nation que donne Renan trouve tout son sens d'autant plus qu'ils trouvent tous (nation et néonationalisme) leur pendant dans le passé et se projettent dans l'avenir. C'est en cela que les hommes sages disent avec raison que pour préparer l'avenir, il faut consulter le passé parce que les événements de ce monde trouvent toujours dans le passé leur pendant.

Le néonationalisme, au regard de ses enjeux, se présente comme une idéologie. Elle est aux dires de Paul Ricœur, en rapport avec la motivation sociale ; c'est-à-dire celle qui pousse tout un peuple à mener des actions dans la défense de son héritage commun.

Ainsi, accomplie par des hommes qui sont et qui ont toujours été animés des mêmes passions, elle joue un rôle dans la praxis sociale, c'est-à-dire qu'elle fonctionne comme le motif individuel et parfois collectif de l'action. L'idéologie justifie et entraîne l'agir des individus en société. C'est donc grâce à elle que les groupes sociaux, les personnalités politiques justifient leurs actions et se consolident tout en faisant partager à leurs membres ou gouvernés les mêmes valeurs.

Elle n'est pas seulement l'acceptation de la réalité mais aussi un stimulant à la lutte, à la transformation sociale et à la révolution. Parlant à juste titre de révolution, relevons que pour l'historien et philosophe E. Gellner, (1989, p. 78), « le nationalisme est un phénomène qui relève de la révolution industrielle, donc solidement lié à la modernité européenne ».

À l'analyse de cette position de Gellner, tout se passe comme si un élément typiquement moderne (l'État) s'était emparé, pour se légitimer, pour se donner des racines, d'éléments non moderne ou "antimoderne." Le néonationalisme (forme de nationalisme axée sur l'indépendance de la nation dans une mouvance social-démocrate fondée sur la force agissante de l'État) passe ainsi pour une instrumentalisation moderne de l'archaïque. Le néonationalisme pourrait être présenté comme une idéologie (ensemble de croyances, des idées, des doctrines politiques et philosophiques à la base d'un comportement individuel ou collectif).

Ainsi, on peut dire qu'il est une force propulsive puisque partant de sa définition, l'idéologie est perçue comme une force propulsive dans la lutte émancipatrice. Elle permet aux acteurs sociaux, soucieux de la transformation de la nation d'être à la hauteur de la tâche qui leur est assignée. C'est en cela que le néonationalisme trouve son sens. Il est donc pour ainsi dire une idéologie, mieux un mouvement politique qui revendique pour une communauté, non seulement le droit de former une nation autonome, mais aussi qui

subordonne tous les problèmes politiques intérieurs à la suprématie de la nation comme nous l'avions précédemment défini.

Le nationalisme se manifeste ou doit se manifester dans des revendications visant à donner un sens total à l'indépendance politique, économique et militaire de la nation ; la consolidation de l'indépendance, la défense de l'unité et de l'intégrité du territoire national, l'évacuation des forces étrangères et la liquidation des séquelles du colonialisme sur le plan militaire, économique et technique des secteurs vitaux, la reprise des terres de colonisation comme ce fut le cas au Zimbabwe. Si tel est ce que vise le néonationalisme, qu'en est-il de ses rapports avec la mondialisation ?

En tant que notion, elle n'a pas la même histoire que lorsqu'elle est prise comme événement. Le phénomène de la mondialisation est antérieur au concept qui le désigne. Même si le concept date de la fin du siècle dernier, les faits qu'il signifie, quant à eux, pourraient être antiques. C'est pourquoi, notre analyse se propose de remonter aux origines du processus de mondialisation ; origines qu'il est possible de déceler dans l'Antiquité. En effet, ce que nous pouvons retenir, c'est que la mondialisation, en tant que processus de mise ensemble du monde, n'est pas un fait nouveau.

Plusieurs faits nous permettent de déduire que ce phénomène est perceptible depuis l'Antiquité. Comme le relève X. Godinot (2008, p. 337), « Quatre siècles avant J.-C. Alexandre le Grand voulait régner sur la Terre entière ». Pour lui, l'histoire de ce roi

nous permet de rendre compte et de dégager les prémisses de la mondialisation à l'époque antique. Car Alexandre était animé par le souci de « (...) réunir tous les hommes » (P. M. Defarges, 2003, p. 17.).

Cette ambition manifeste d'Alexandre le Grand d'être le roi de toute la terre témoigne implicitement, déjà à cette époque, du souhait d'homogénéisation de cet espace. Cette volonté de devenir le seul roi de la planète suppose et implique une tentative d'unification du monde. Il s'agit, pour lui, en d'autres termes, de vouloir désenclaver les différentes régions et d'unifier le monde, c'est-à-dire créer un espace commun avec une population qui, malgré sa diversité la plus éclatante, saura former un seul peuple, dirigé par un seul individu et soumis à un même pouvoir. C'est donc « une ambition d'universalité » que poursuit Alexandre (P. M. Defarges, 2004, p. 12).

Notons en outre qu'au Moyen Âge, cette tentative d'unifier le monde s'est poursuivie avec les religions monothéistes telles que le christianisme ou l'islam. Cette caravane monothéiste, avait pour but principal de créer une société mondiale interconnectée. Cette interconnexion avait certainement, pour objectif de faire exploser entre les différentes régions du monde, entre les diverses communautés humaines du globe, les barrières spatiales, culturelles et économiques etc.

Mais cette liste de faits qui constitue avant notre ère, le processus de la mondialisation est loin d'être exhaustive. On assiste pour ainsi dire à un déploiement des

peuples vers d'autres nations. Ce déploiement, précise R. Bénichi, (2003, p. 19) « (...) repose sur le dynamisme du commerce et la formation progressive d'un marché mondial organisé et dirigé par l'Europe ».

Cette région du monde devient ainsi la première grande zone commerciale de la planète. Car, même si le XVIII^{ème} siècle, en Europe, renvoie généralement à *l'Aufklärung* (le siècle des Lumières), notons qu'il désigne aussi une période importante dans la mesure où il constitue le début d'une croissance économique remarquable. Mais quels sont les enjeux de tous ces investissements qui semblent cacher une sorte de néonationalisme ?

2.2. Les enjeux sociopolitiques d'un néonationalisme machiavélien à l'épreuve de la mondialisation

Sur le plan sociopolitique, le nationalisme se définit comme une idéologie qui conditionne l'agir des individus en société. C'est donc dans le souci de se préserver qu'il conditionne les peuples à la lutte émancipatrice, à assurer sa défense et à préserver les valeurs culturelles et sociales de la nation. Il consiste aussi à faire prévaloir les intérêts de la nation au détriment de ceux des individus et vise la cohésion sociale. Cette cohésion sociale passe inéluctablement par le règlement de nombreux problèmes identitaires que connaissent la plupart des États, notamment les États Africains.

Mais, notons que le nationalisme chez Machiavel change de visage, car il se définit dans des conditions historiques particulières

et vise à rompre avec les anciennes représentations dominantes desquelles surgissent les conflits actuels. C'est pourquoi, selon les analyses de De Sanctis, il faut abolir la distance qui sépare le nationalisme du passé pour faire coïncider son regard avec le néonationalisme qui se présente comme un regard autre que Machiavel porte sur le monde qu'il habite. Il compose un tableau de la société italienne destinée à mettre en contraste les signes de sa grandeur et ceux de sa décadence.

En effet, l'indice de sa position se manifeste dans le désir de rassembler, sous un seul regard, tous les aspects de la société italienne du "*Cinquecento*" en fonction de l'opposition grandeur décadence. Celle-ci, en effet, met en relation des signes qui sont et demeurent extérieurs les uns des autres. En fait, la décadence se voit dans la corruption des mœurs, laquelle atteint son comble avec celle de l'église, dont la fonction présumée est de garantir l'intégrité de la loi morale ; dans la faiblesse des institutions politiques et militaires et l'impuissance des États à résister devant l'agression des grandes puissances étrangères. La grandeur se voit, quant à elle, dans les productions des artistes et des savants dont la maturité dépasse de loin celle des français et des espagnols de l'époque.

Au regard de ce tableau, l'on remarque la juxtaposition de la grandeur et de la décadence qui renvoient à des niveaux différents de la société et qui nécessite une éventuelle restauration. Le néonationalisme machiavélien vise la restauration. C'est pour cela qu'il apparaît simultanément comme un

représentant de l'esprit moderne, occupé à consommer la rupture avec les principes qui maintiennent la pensée et l'action dans l'orbite du monde médiéval.

Dans cette perspective, soutient C. Lefort (1972, p. 166), il se différencie « du prophète désarmé », dont l'œuvre était au service d'une restauration. Car, les institutions qui avaient assuré l'équilibre des forces sociales et réglé leur conflit, à savoir la papauté, l'empire, les institutions communales et féodales avaient perdu toute efficacité. Machiavel dénonçait donc la faiblesse du gouvernement des papes, dont la stabilité reposait sur les seules illusions de leurs sujets, et ne lui prêtait d'autre pouvoir que d'entretenir la division en Italie. Aussi, connaissait-il l'impuissance de l'empereur à imposer son autorité sur les peuples qui relevaient de sa juridiction. Machiavel appréciait justement la nocivité de la noblesse des membres, oisifs, indisciplinés et assurés de leur droit au commandement, entravaient le progrès d'une organisation rationnelle de l'État.

Enfin, il condamnait les institutions militaires, (le mercenariat), dont il avait décelé la fonction au service de régimes conservateurs, soucieux d'écarter le danger d'une participation du peuple à la défense de l'État. Le néonationalisme machiavélien vise donc à faire table des considérations du passé qui jusque-là n'avaient fait qu'enliser le peuple dans la décadence.

Il vise aussi l'instauration d'institutions fortes, gérées par un Prince fort, qui saurait mener le peuple à la discipline et à

l'obéissance. En tout cela réside le sens de la restauration que vise Machiavel. Mais cette restauration n'est elle pas un repositionnement, une réorganisation, mieux un renforcement de la souveraineté de la nation, contrairement aux visées expansionnistes de la mondialisation ?

En effet, au regard de la position de Machiavel, il faut comprendre que le florentin par sa conception du néonationalisme, rejette toute idée de mondialisation en laquelle il voit un déni de la souveraineté et de la liberté de la nation. C'est donc dans cette perception du monde vrai et réel que s'inscrit l'enjeu sociopolitique du néonationalisme machiavélien qui s'oppose à celui de la mondialisation. Ce néonationalisme appelle à la création de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance italienne.

À cet effet, C. Lefort, (1972, p. 171) peut ainsi écrire : « Après avoir de la vie la patrie. La naissance de l'homme sur cette terre, son premier devoir, est écarté toutes les instances qui transcendent l'homme et la nature, Machiavel met au fondement le patriotisme, la gloire, la grandeur, la liberté de la patrie ».

En somme, retenons que l'histoire est rejointe en son intérieur cette fois par la coïncidence opérée avec l'esprit d'une nation, laquelle en un temps donné est dépositaire de l'esprit universel. Mais pour l'y conduire, il faudrait oser affirmer que Machiavel pense le devenir spirituel, politique et économique de l'humanité dans les horizons de son propre temps et nous en livre le sens.

Au sens machiavélien du terme, le néonationalisme est axé sur l'indépendance de la nation. Une indépendance aussi bien politique, culturelle qu'économique ; d'où son « exhortation à prendre l'Italie et à la libérer des barbares » N. Machiavel, (2000, p. 142). Au regard de ce qui précède, que dire donc des enjeux économiques du néonationalisme chez Machiavel ?

L'enjeu, ici c'est de montrer que le néonationalisme économique est non seulement en vigueur aujourd'hui, mais il règle et peut régler les nombreux problèmes existants sur le plan socio-économique.

Le néonationalisme économique est peut-être le phénomène le plus important, tout au moins le plus visible de la société contemporaine. Il vise donc à lutter non seulement contre le colonisateur qui vient sous une autre forme : l'étranger, l'investisseur mais aussi, contre les pratiques et les enjeux de la mondialisation qui consiste en l'extension du champ d'activité des agents économiques (Entreprises, banques, bourses), conduisant à la mise en place d'un marché mondial unifié. Mais cette politique qui se traduit par une recomposition de l'espace économique mondial au sein duquel le modèle occidental d'économie de marché paraît utopique car, même dans les états regroupés en union, on ne s'accorde pas sur cette perception des choses.

Cela se justifie par le retrait de l'Angleterre de l'Union européenne et aussi par le refus manifesté à certains États d'y entrer. En fait, en chaque nation, il y a un instinct de souveraineté, de

conservations et de protection des valeurs nationales. Il faut voire en cette lutte l'expression de l'amour que l'on éprouve pour sa nation et des valeurs qui la composent. Toutefois, cet amour prend sa source dans le passé et se pérennise dans le présent.

En fait, ce qui est au centre du débat, c'est la capacité d'intervention de l'État qui doit être mis à profit pour mener la politique sociale d'où il tire sa légitimité. Cette capacité se voit aujourd'hui réduite par le fait de la mondialisation, c'est-à-dire de la disparition de ces frontières économiques. Cette disparition des frontières économiques de l'État nation, constitue une véritable menace à l'intérieur des États, non seulement à cause de l'immigration abusive et de la segmentation culturelle, mais aussi d'une composition relativement hétérogène de la population, qui pose problème à l'intégration des citoyens.

Habermas soutient à cet effet que : « le fait qu'un État de plus en plus empêtré dans les interdépendances de l'économie et de la société mondiale perde à la fois son autonomie, sa capacité d'action et sa substance démocratique a des conséquences bien plus radicales ». J. Habermas, (2000, p. 131). On pourrait noter trois aspects sous lesquels l'État national est privé de sa puissance. Il s'agit d'abord de la perte de sa capacité de contrôle, ensuite des déficits de légitimation qui affectent de plus en plus les processus de décision et enfin de l'incapacité croissante de l'État à assurer une régulation et une organisation créatrice de légitimité.

Le premier point est relatif à la perte d'autonomie. En fait, un État perd son autonomie lorsque du point de vue politique, économique, militaire, il se laisse vassaliser (dominé) par une autre puissance. Mais il faut comme dit M. Senellart, (1995, p.41) « il faut voir dans cette opposition la formation d'une alternative ; pour affirmer la puissance étatique, on peut opter pour la stabilité et la conservation ».

Ainsi, dès lors que les seconds deviennent les impératifs majeurs des États, l'idée d'une politique de puissance impériale associée à Machiavel est négligée. Toutefois, même si Machiavel semble pour certains ne plus occuper la même place dans la réflexion sur la raison d'État, il est en revanche très présent dans d'autres champs de la pensée politique à savoir, celle de la liberté. Machiavel est ainsi évoqué comme penseur de la vertu civique et de la participation comme condition du maintien de la liberté politique. Car selon lui, « le citoyen, pour demeurer libre, ne devrait pas seulement se définir comme un sujet de droit, mais, aussi comme un membre actif de la cité ; la liberté ne doit pas être entendue comme absence d'obstacle mais comme exercice. » N. Machiavel, (2000, p. 35).

L'exercice à la liberté signifie pour le florentin qu'il faut s'assurer d'une bonne armée et d'armes propres, et veiller à ne plus être dépendant au plan politique et économique d'une quelconque puissance étrangère. Il est donc dit-il, « nécessaire de se préparer à ses armes, pour pouvoir, avec la vertu italique, se défendre contre les étrangers ». N. Machiavel, (2000, p. 165). Il est vrai qu'au regard de la

mondialisation, aucun État ne peut s'isoler des autres au point de vivre en vase-clos; mais chacun a le droit, par les moyens dont il dispose ou qu'il doit se donner, d'assurer la protection et la sécurité de ses citoyens contre les effets externes que produisent les décisions d'autres acteurs ou contre les réactions en chaîne suscitées par des processus trouvant leur origine à l'extérieur de ses frontières. Il s'agit ici d'une part, d'un "non-respect spontané des frontières" qui se manifeste sous plusieurs formes à savoir : Les nuisances écologiques, le crime organisé, les risques provoqués par l'application à grande échelle de la technologie, les trafics d'armes, les épidémies, etc.

Mais ce qu'il convient de souligner, c'est que le néonationalisme machiavélien n'est pas « exclusionniste ». Il n'invite pas les nations à vivre en autarcie des autres États du monde. Il s'agit d'une invitation, mieux une interpellation à la vigilance pour ne pas se laisser phagocyter par cette "broyeuse" qu'est "la mondialisation."

C'est pourquoi, il faut pour ce néonationalisme, développer de puissants réseaux diplomatiques, de puissants réseaux de communication, une puissante armée et surtout formater sa politique économique, politique et sociale internationale. Cela veut dire qu'il faut créer des centres de recherches sur les États, trouver ce qui peut profiter à sa population afin d'amorcer son développement.

En fait, nous voulons faire comprendre que le développement ne se décrète pas et il ne s'octroie pas non plus. Il est plutôt l'œuvre d'hommes qui, refusant de

succomber à l'oppression de la nature ennemie, inventent des moyens grâce auxquels ils améliorent leur quotidien. De ce fait, le développement apparaît comme un processus qui a cours partout où il y a des hommes qui refusent de mourir.

Ce processus s'inscrivant dans des contextes sociopolitiques différenciés, admet des degrés. C'est en ce sens que l'on distingue les civilisations primitives des civilisations évoluées à partir de leur niveau technique.

Toutefois, selon les défenseurs de la mondialisation, il est impossible de revenir sur la subordination de la politique aux impératifs d'une société mondiale intégrée au moyen du marché. On suppose toutefois que l'État national ne joue pas seulement un rôle réactif quant aux conditions de mise en valeur du capital d'investissement, mais aussi un rôle actif en déployant tous ses efforts pour améliorer la qualification des acteurs sociaux et les rendre ainsi plus compétitifs. Mais cette compétitivité prend sa source dans l'éducation. À ce niveau, il convient de dire que si traditionnellement l'éducation a contribué à asséoir le diktat de la nature, l'espace culturel africain est aujourd'hui celui d'hommes ouverts au développement.

Tout ce qui précède vise un seul objectif : la stabilité intérieure sur laquelle il faut insister car on peut être dans une union sans être uni et solidaire. Cette solidarité, cette unité ne peut être possible que si chaque citoyen a compris le sens du néonationalisme et le cultive. C'est une façon de dire que c'est au citoyen que revient le devoir de

donner au néonationalisme le sens et l'impact qu'il doit avoir sur l'économie nationale. Il doit au détriment du morcellement de l'humanité en sociétés hostiles les unes aux autres, faire triompher une morale d'amour national capable de briser les cadres étroits dans lesquels le peuple risque de s'enfermer.

Le néonationalisme cesse donc d'être un instrument de recroquevirement sur soi, pour devenir un instrument pouvant "booster" sa liberté, son indépendance et sa souveraineté. Et c'est ce que Machiavel à travers les enjeux du néonationalisme au niveau socio-économique veut mettre en relief.

En définitive, retenons que l'enjeu de la question du néonationalisme chez Machiavel, c'est de lutter contre la décadence de sa Nation, de soigner sa société en souffrance.

3. Du néonationalisme africain dans un monde mondialisant, à la souveraineté des États.

3.1. Néonationalisme en Afrique face à la mondialisation.

La question qui reste en vogue dans notre esprit est la suivante : peut-on parler aujourd'hui d'un néonationalisme en Afrique au regard de cette avancée de la mondialisation ? Si oui, quels en sont les enjeux ?

Nous l'avons déjà susmentionné, la mondialisation, c'est la gouvernance mondiale, qui désigne le processus d'intégration des marchés et le rapprochement des humains qui résulte de la libération des échanges. Elle renvoie

à l'ensemble des mécanismes de régulation des rapports entre États, (accroître l'interdépendance des économies dans un système de marché) entre régions, entre communautés et entre peuples. Mais très souvent, cette gouvernance semble cacher des enjeux autres que ceux afférant à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté. Cette vision qui dans ses fondements cherchait le bien-être de l'humain semble avoir virée à des visées expansionnistes et hégémoniques des grandes puissances.

En effet, si nous admettons que le monde est un corps unique, compact, dans lequel chaque État, chaque peuple et chaque individu reste une part infime, distincte et capitale, alors, pourquoi une gestion sans la prise en compte de chacune de ces parties ? Et sans leur participation véritable aux prises de décisions ? Aussi, si nous nous en tenons au principe d'égalité et de liberté selon lequel tous les individus doivent être traités de la même façon par la loi et jouir des mêmes libertés partout où ils se trouvent, comment expliquer le fait que certains pays occidentaux refusent l'immigration sur leur territoire si le monde est effectivement ce village planétaire dont on parle ?

Il est temps de se rendre à l'évidence que la mondialisation semble s'opposer au néonationalisme que nous avons sus défini comme un nationalisme nouveau axé sur l'indépendance de la nation et qui réagit spécifiquement à la mondialisation du capital. Étant entendu que tous les États du monde sont désormais englués dans ce village planétaire, on pourrait soutenir que la mondialisation d'accord, mais le

néonationalisme d'abord. Car, nous convenons avec Simon que :

la société ne peut faire grandir ses membres qu'en suscitant chez eux la conscience de participer à une tradition de grandeur, en entretenant dans le présent le souvenir de trésors de grandeur passés d'héroïsme, de probité, de générosité, bref de vies exemplaires du passé. W. Simon, (1949, pp.15-17).

En somme retenons que c'est en tant que nourriture des âmes, c'est-à-dire mémoire de ce qui donne de croître en humanité, que toute collectivité peut évoquer le rôle d'une mère et développer en ses membres le sens de la Nation. Cette notion de nation implique nécessairement la mémoire d'une origine où prend effet et sens notre dignité, c'est-à-dire ce qui nous élève. Pour autant que nous voulions faire du peuple africain une nation, nous avons à apprendre à regarder l'Afrique et à la penser sous d'autres valeurs plus constructives.

Nous voulons dire en cela que nous Africains par nos réactions vis-à-vis de l'Afrique, ne devons pas cesser d'être à proprement parler des citoyens africains. Même si le socle de nos traditions semble s'être dérobé sous nos pieds et qu'il nous semble ne plus être des autochtones, nous ne devons jamais cesser de penser qu'en dépit de tout ce qu'a pu traverser l'Afrique, nous sommes des sédentaires. Car « seul l'homme sédentaire, attaché au sol qu'il cultive, peut se lier à la terre comme source de son être et lui vouer en conséquence un culte en tant que la terre de ses origines. » Z. Gbayoro, (1986, pp. 363-374).

C'est dire que la nation est indissociablement un héritage du passé et une œuvre collective qui

implique un engagement des individus en tant qu'être historiques. Et pour réussir socialement sa vie, personne ne saurait faire totalement abstraction du passé. En réalité, la modernité, à la fois période historique et valeur, ne va pas sans la reconnaissance d'une certaine valeur au passé. C'est pourquoi, par souci de sauver son identité, de sauvegarder ses traditions, des résistances se sont organisées ici et là sur le continent africain afin de se soustraire à l'arbitraire d'un sens qui vise toutes les sociétés.

L'Afrique traditionnelle, ébranlée, déstabilisée, humiliée par une raison conquérante, a connu et connaît des mouvements à caractère culturel, politique ou religieux qui, au-delà de leur diversité, ont pour visée commune de résister à ce qui est dénoncé comme une forme d'impérialisme culturel occidental. Il faut pour ce faire, souligne Ouattara Saidou, « réhabiliter les cultures traditionnelles *aricaines* et permettre par ce moyen à l'Afrique de « se retrouver », de revenir à une existence authentique » O. Saidou Pierre, (2006, p.36.).

Toutefois, retenons avant que la quête d'authenticité manifeste un refus : celui de n'être qu'une imitation servile, une copie du blanc. C'est en cela qu'elle représente une réaction salutaire qui n'est autre que le néonationalisme. En effet, le néonationalisme est perçu comme une forme de nationalisme qui réagit spécifiquement à la mondialisation du capital. Il se développe principalement sur la théorie du système monde dont plusieurs peuples se sont servis pour développer un concept visant à lutter contre le néocolonialisme.

Il y a donc ici, l'idée d'un refus qui se traduit par « la fuite de tout ce qui rappelle l'autre, dans la distance avec l'autre » D. Kouadio Augustin, (2000, p.24). Alors, ce qu'il y a de plus naturel est donc de résister à ce qui paraît une violence dirigée contre ce que nous avons de plus essentiel, à savoir notre forme d'humanité. Face au mépris affiché par l'occident vis-à-vis des cultures africaines, « le mouvement de l'authenticité naît d'une volonté de sauvegarder sa dignité en réhabilitant sa particularité culturelle. » O. Saidou Pierre, (2006, p.38)

À travers le concept d'authenticité, « se revendique donc une manière propre d'être, une humanité intrinsèque dont la jouissance serait exclusivement réservée à l'Africain. » D. Kouadio Augustin, (2000, P.28-29). Cette authenticité en Afrique passe aussi par la reconnaissance du fait que nous avons évolué et continuons d'évoluer.

Ainsi, retenons que le sens qui est ainsi donné à l'effort d'authenticité, effort de retrouver son identité à travers la réhabilitation d'un savoir traditionnel oublié, savoir de l'ordre de l'être aussi bien que du faire, se résume dans le néonationalisme. Au regard de ce qui précède, quelle analyse peut-on faire de l'indépendance et de la souveraineté des États africains, face à la mondialisation ?

3.2. De l'indépendance et de la souveraineté des États africains face à la mondialisation.

Peut-on parler d'indépendance et de souveraineté des États africains au regard de l'expansion de la mondialisation ?

Face à l'éclatement du concept de souveraineté et à l'éclosion de la mondialisation, il est facile de souligner les paradoxes et de jauger les oppositions. On peut aussi indiquer les pistes d'une éventuelle recomposition. Cette recomposition nécessite une redéfinition de la souveraineté. La définition retenue aujourd'hui en droit, est celle énoncée par Louis le Fur à la fin du XIXe siècle : « La souveraineté est la qualité de l'État de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit, et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser » L. Le Fur, 2016, p. 37).

Malheureusement, aujourd'hui, à cause de la mondialisation on constate une émergence du concept de limitation de la souveraineté des États africains par le refus de leur permettre de réaliser le but collectif qu'ils se sont fixé, c'est-à-dire de battre monnaie. À cet effet, tout est mis en place, des formes indirectes d'influence et de limitation des souverainetés des États africains partant du domaine politique au domaine économique en passant par le domaine militaire, sont mis en place. C'est par les coopérations économiques, de plus en plus poussées et qui ne sont que la face cachée de l'implacable mondialisation, que se sont opérés les véritables transferts de souveraineté (même s'ils demeurent encore partiels).

Les intérêts nationaux sont là convergents, puisque la coopération entraîne de réels gains économiques. Les organisations internationales et intergouvernementales d'abord conçues comme des coopérations internationales économiques renforcées pour éviter de nouvelles guerres, ont fini aujourd'hui par développer leurs propres compétences en se détachant de la simple volonté propre de leurs composants, c'est-à-dire les États membres en s'appropriant une partie de la souveraineté de ces États.

Mais au-delà de la simple concertation inter-gouvernementale, elles sont parvenues à comporter des pouvoirs supranationaux, reconnus notamment par des traités, qui s'imposent aux institutions des pays membres de ces organisations, notamment aux États africains. C'est le cas de l'Organisation des Nations Unis, qui depuis la fin de la guerre froide en 1989, mène une véritable politique de contrôle des États, voire une politique d'ingérence. La mondialisation, surtout en matière économique, a transformé la notion de souveraineté en ne la faisant plus dépendre exclusivement des États.

La souveraineté est de plus en plus attaquée par le biais de transferts de compétences, non seulement au niveau international, mais aussi au niveau national et régional. En fait, ce qui semble biaiser cette souveraineté des États Africains, c'est l'influence de certains groupes d'entreprises et des politiques occidentaux dans la gestion politique et économiques des États africains. Quand bien même ces derniers ne soient pas présents, ils atteignent leurs objectifs à travers les chefs d'États qui dans leur

majorité sont à la disposition des occidentaux.

Au regard de ce qui précède, peut-on affirmer la souveraineté du peuple et celui de l'État en Afrique ? La réponse se trouve en chacun de nous. Mais ce que nous pouvons dire, c'est que dans sa quête et la recomposition de sa souveraineté face à la mondialisation, l'Afrique doit, au-delà de la souveraineté politique, militaire, culturelle, mettre l'accent sur la souveraineté économique et financière. Car, l'indépendance financière est garante d'autonomie et de souveraineté d'un État.

Les États africains devraient donc chercher cette indépendance, gage d'une souveraineté vraie, en créant leur propre monnaie. Elle constitue en notre sens le seul et unique moyen d'être complètement autonomes et souverain. Car, la puissance économique d'un État fait aujourd'hui partie intégrante du mécanisme qui lui permet d'asseoir sa souveraineté au niveau international et même sous régionale.

En définitive, retenons que la souveraineté existe sur un territoire géographiquement et juridiquement délimité. À cet effet, le pouvoir politique a mission de protéger des puissances extérieures, la souveraineté des États africains par la simple affirmation de soi par le moyen de culture du néonationalisme. Dans son exhortation à « prendre l'Italie et à la délivrer des barbares ». N. Machiavel, (1952, p.135), voudrait tout simplement dire que dans une nation, l'exercice de la souveraineté se fait sur le mode défensif. Car, elle représente abstraitement ou incarne la temporalité politique.

Autrement dit, c'est la garantie de la sécurité et la bonne entente entre les citoyens d'un même pays qui peut assurer la souveraineté de cette nation. C'est ce qui fait dire à E. KODJO, (2014, p.265.) que « l'unité demeure la source première de la grandeur et de la puissance des peuples ». C'est elle qui peut favoriser bien sûr une stabilité durable dans nos États africains. Et cette cohésion prend ses racines dans l'idée nationale qui sert de base unificatrice au corps politique et à la souveraineté. Cela dit, chaque citoyen, pour la sécurité et la stabilité de sa nation doit être un partisan de la concorde.

En notre sens, les citoyens d'une nation vivent dans la concorde lorsqu'ils sont unis et solidaires en temps normal, en dehors de l'adversité et de tout péril national. Mais au-delà de l'unité, de la cohésion et de la concorde qui peuvent assurer à une nation sa souveraineté et une stabilité durable, Skinner reprenant Machiavel propose comme base fondamentale d'une stabilité durable « *les bonnes lois et les bonnes armes.* » Q. Skinner, (2001, p. 55).

Mais il convient d'ajouter à cela que les bonnes armes priment sur les bonnes lois puisqu'il ne saurait avoir de bonnes lois là où il n'y a pas de bonnes armes et que là où il y a de bonnes armes il y a nécessairement de bonnes lois. C'est pourquoi Machiavel estime que :

Si l'on considérait bien les institutions des anciens, on ne trouverait rien qui soit plus conforme ni qui s'aime mutuellement mieux que ces deux conditions-là : car tous les arts que l'on ordonne en une cité pour le bien commun des hommes, toutes les institutions

qu'on y fonde pour y faire régner la crainte de Dieu et des lois, ne serviraient de rien si l'on ne créait aussi des armes pour les défendre. Lesquelles, si elles sont bien réglées, puissent sauvegarder ces institutions, même les plus ou moins dérégées. N. Machiavel, (1952, p. 723).

Par cet exemple comparatif, Machiavel confirme la nécessité de la création d'une armée nationale ; car il accorde une priorité absolue aux institutions militaires comme fondement d'une nation espérant assurer sa souveraineté en cette ère de la mondialisation. Il en résulte comme le dit Azoumana, « une ontologie de la sécurité attentive aux menaces, aux risques, aux dangers, aux violences, aussi bien naturels qu'humains ». A. Ouattara, Juin (2011, pp.167-176).

Du point de vue de la logique de son développement, cette ontologie pointe en premier la sécurité communautaire définie comme défense de soi, de l'habitat, des ressources nécessaires à la reproduction de la vie.

Conclusion

Le néonationalisme, comme nous l'avons souligné, est d'actualité et n'est pas mauvais en soi. Il prend en compte plusieurs autres notions qui nous ont permis de mieux l'appréhender. En effet, depuis la renaissance qui marque l'ère de la prise de conscience politique jusqu'à nos jours, l'homme est placé au centre des intérêts sociaux-politiques. Confiance est donc faite à la raison humaine dans le processus du progrès ainsi que dans le développement des

connaissances qui passent inéluctablement par la stabilité et la paix dans la Nation. C'est pourquoi, nous avons d'abord dans la première partie, procédé à une approche définitionnelle historique des notions liées à la compréhension du nationalisme telles que : la Nation, l'État, la Patrie, la République et le Nationalisme lui-même. Nous avons aussi donné par la suite son contexte historique d'émergence et abordé la question relative à ses enjeux politico-sociaux.

Et puisqu'il s'agissait pour nous d'aborder ce sujet au sens machiavélien, il nous a été donné de comprendre et de faire comprendre que le néonationalisme au sens machiavélien, consiste à lutter contre la décadence de la Nation et à faire prévaloir le souci de l'ordre social, moral et politique.

Ce qui revient à dire qu'il vise à surmonter les raisons de la discorde, empêcher la formation d'un ennemi intérieur et protéger les membres contre l'ennemi extérieur, réel ou virtuel. Il fait aussi faire régner au sein de la Nation la concorde et l'amitié en suscitant au dehors l'amitié des États, soit par le jeu des alliances, soit par celui d'une communauté internationale pacifique et impartiale.

La finalité politique entendue comme la promotion du bien commun, exige indéniablement que l'on donne la priorité à l'amitié. Autrement dit, le but du néonationalisme machiavélien vise la paix intérieure et extérieure, encore, que cette finalité fasse sans cesse l'objet de contestations, de lutte et parfois de guerre, c'est-à-dire qu'il faille surmonter partout et toujours l'obstacle de l'inimitié.

Bibliographie

AZOUMANA Ouattara, (Juin 2011), *L'Armée dans la philosophie de machiavel*, Ann. Univ. De Lomé, Sér. Lett., Tome XXXI-1.

BÉNICHI Régis, 2003, *Histoire de la mondialisation*, Paris, Éditions Jacques Marseille.

DEFARGES Philippe Moreau, 2003, *l'ordre mondial*, 3^e Édition, Paris, Armand Colin.

DEFARGES Philippe Moreau, 2004, *La Mondialisation*, Paris, PUF, Que sais-je ?

DIBI KOUADIO AUGUSTIN, 2000, *l'Afrique et son autre*, la différence libérée, Abidjan, Stratéca diffusion.

EDEM Kodjo, 2014, *Et demain l'Afrique*, Abidjan, Éditions NEI-CEDA.

ERNEST Gellner, [1983], 1989, dans *Nation et Nationalisme*, Trad. B. Pineau, Paris, Payot.

ERNEST Renan, 1997, *qu'est-ce qu'une nation ?* Paris, Éditions Mille et une nuit.

JÜRGEN Habermas, 2000, *Après l'État-Nation*, Paris, Édition Fayard.

LEFORT Claude, 1972, *Le Travail de l'œuvre Machiavel*, Paris, Éditions Gallimard.

LOUIS Le Fur, 2016, *État fédéral et Fédération d'États*, Éditions Hachette, consulté sur le web www.hachettebnf.fr, le 14/10/2017).

LÉO Strauss, 1982, *Pensée sur Machiavel*, Paris, Payot.

MACHIAVEL Nicolas, 1952, *Œuvres Complètes*, Traduction, Edmond Barincou, Paris, Éditions Gallimard.

MACHIAVEL Nicolas, 2000, *Le Prince*, Traduction, Marie Gaille-Nikodimov, Paris, Seuil.

OUATTARA Saïdou Pierre, 2006, *Quel chemin vers une patrie en Afrique ?* Abidjan, Éditions UCAO.

QUENTIN Skinner, 2001, *Machiavel*, Paris, Seuil, coll. Points Essais.

SEHELLART Michel, 1995, *Les Arts de Gouverner*, Paris, Seuil.

WEIL Simon, 1949, *L'enracinement*, Paris, Gallimard.

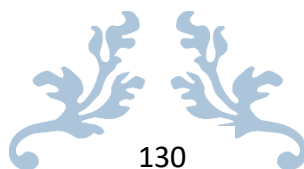
XAVIER Godinot 2008, *Éradiquer la misère*, Paris, PUF.

ZÉREGBÉ Gbayoro, 1986, « réflexion sur le sens et ces valeurs du patriotisme un éducateur face à la jeunesse » in *Annales de l'université d'Abidjan*, lettres et sciences humaines, tomes XIX, fascicule 2.

Numéro 008 Décembre 2022
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°008 Décembre 2022